

DIAL 3052

EL SALVADOR - Des guérilleros au pouvoir

Maurice Lemoine

Miércoles 1ro de abril de 2009, puesto en línea por [Dial](#)

Ce texte de Maurice Lemoine a été publié sur le site du [Monde diplomatique](#) après la victoire de Mauricio Funes lors des élections présidentielles salvadoriennes du 15 mars 2009.

Dix-sept ans après avoir déposé les armes sans avoir été vaincu militairement, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a porté son candidat Mauricio Funes à la présidence du Salvador, le 15 mars 2009. L'ex-guérilla s'était convertie en parti politique après les accords de paix qui, le 16 janvier 1992, à Chapultepec (Mexique), ont mis fin à douze années d'une terrible guerre civile (soixante-quinze mille morts). Dans un conflit au cours duquel, d'après la Commission de la vérité créée par les Nations unies, 85 % des assassinats ont été commis par l'armée et les escadrons de la mort, et 5 % par la guérilla, les forces armées salvadoriennes ont été massivement soutenues par les États-Unis (4,6 milliards d'euros).

Journaliste sur la chaîne 12 de télévision – et ancien correspondant de CNN en espagnol –, M. Funes, de tendance sociale-démocrate, n'a pas participé à la lutte armée. En revanche, son vice-président Salvador Sánchez Cerén est un ex-commandant de la guérilla.

Cette victoire du FMLN met un terme à vingt années d'hégémonie de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA). Fondé par l'«âme damnée» des escadrons de la mort, Roberto d'Aubuisson, et émanation de l'extrême droite, ce parti a peu à peu laissé en chemin ce passé sulfureux, mais n'en demeure pas moins le représentant d'une droite dure. Pour tenter de barrer le chemin à la gauche, les deux autres formations conservatrices, le Parti de conciliation nationale (PCN), représentant des gouvernements militaires (1961-1976), et le Parti démocrate-chrétien (au pouvoir de 1984 à 1989), ont renoncé à présenter un candidat et se sont ralliés d'emblée à l'ARENA.

Dans la grande tradition, cette sainte alliance a mené une «campagne de la peur» qui a bénéficié de l'appui de la plupart des médias. À un archaïque langage de guerre froide s'est ajouté le thème récurrent lors de chaque élection, en Amérique latine, ces dernières années: le danger représenté par les liens (réels et/ou supposés) entre le FMLN et le «dictateur (sic!) vénézuélien Hugo Chávez». Les Salvadoriens ne se sont pas laissés abuser.

Principal parti d'opposition depuis sa première participation au jeu démocratique, lors des législatives de 1993, le FMLN est devenu la première force politique du pays (mais sans détenir la majorité à l'Assemblée nationale) lors du scrutin législatif du 18 janvier 2009.

Il n'est guère surprenant de voir le Salvador rejoindre le groupe des pays latino-américains gouvernés à gauche et au centre gauche. La désastreuse situation sociale de ce petit pays de 5,7 millions d'habitants a obligé plus de 2,5 millions d'entre eux à émigrer, essentiellement aux États-Unis ; 47,5 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et 19 % dans l'extrême pauvreté – quand 0,3 % accaparent 44 % du revenu national. Un chômage massif et le taux d'homicides le plus élevé du continent (67,8 pour cent mille habitants) complètent le tableau.

Lors de la campagne électorale de 2004, le gouvernement de M. George W. Bush était intervenu sans pudeur pour faire barrage au FMLN et appuyer l'ARENA. Prédissant les pires catastrophes «si le communisme s'emparait du Salvador», Washington était allé jusqu'à menacer d'empêcher l'envoi d'argent au Salvador – les *remesas* – des immigrants salvadoriens vivant aux États-Unis. L'annonce n'avait rien d'anodin: seconde source de revenus du pays, ces *remesas* pèsent pour 17 % du produit intérieur brut (3,8 milliards de dollars en 2008). L'élection de M. Antonio Saca permit la persistance de la relation privilégiée San Salvador-Washington, constante de la politique des deux pays. M. Saca sera d'ailleurs le dernier dirigeant latino-américain à maintenir des troupes en Irak (depuis, le président colombien Alvaro Uribe a pris la relève en annonçant l'envoi de troupes colombiennes en Afghanistan).

Comme à l'accoutumée, aux États-Unis, les représentants républicains Dana Rohrabacher et Conni Mack ont sonné le tocsin à la veille de l'élection: «Si le FMLN gagne ce dimanche, le Salvador se transformera rapidement en un satellite du Venezuela, de la Russie et peut-être de l'Iran [1].»

Changement d'époque ? Il est trop tôt pour le dire. Toutefois, l'arrivée à la Maison Blanche de M. Barack Obama semble changer la donne. Après que le porte-parole du département d'État Heidi Bronke a affirmé que le gouvernement des États-Unis n'appuierait aucun candidat, Washington a réaffirmé sa détermination à coopérer avec quelque président que ce soit. En l'occurrence M. Funes, qui sera investi le 1er juin.

Reste à savoir si sa politique sociale s'inspirera du camp des «modérés» (Brésil, Chili, Uruguay) ou des «radicaux» (Bolivie, Équateur, Venezuela).

Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 3052.

- Source (français): [La valise diplomatique](#), sur le site du [Monde diplomatique](#), 19 mars 2009.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source originale (Le monde diplomatique - <http://www.monde-diplomatique.fr/>) et l'une des adresses internet de l'article.

Notas

[1] BBC Mundo, 14 mars 2009.